

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 21

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

Reprenons le flambeau de Jaurès
Donnons vie au socialisme républicain en une force politique nouvelle

POUR DES ASSISES NATIONALES DE LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE

La victoire du Non au référendum du 29 mai a fait l'effet un coup de tonnerre dans le ciel européen. Aussitôt suivie d'un vote à l'identique aux Pays-Bas, puis de la volte-face de Tony Blair concernant la tenue d'une consultation populaire au Royaume Uni, la décision souveraine du peuple français indique que l'Europe et notre pays sont parvenus à un tournant.

Libéralisme extrême ou économie sociale : telle est la question, que les électeurs ont tranchée sans équivoque. Faisant écho aux grandes grèves de l'hiver 1995 et du printemps 2003, cette rébellion des urnes a éclaté parce que le Non était majoritairement de gauche, et parce que la gauche était majoritairement pour le Non. Un vaste rassemblement anti-libéral s'est constitué, qui a su porter sa voix au cœur de notre peuple. On n'avait pas vu depuis longtemps la gauche autant en phase avec le monde du travail, qu'elle a pour vocation historique de représenter.

L'unité forgée au cours de la campagne référendaire permet d'augurer d'une poursuite de la mobilisation. La droite a décidé de passer outre au verdict des électeurs ; aussi, le combat pour une autre politique en France et en Europe doit impérativement s'intensifier.

La Gauche Républicaine entend y tenir toute sa place, dans le même esprit unitaire qui l'inspire depuis sa création, et dont témoigne la signature de « l'appel des 200 » par les représentants de la CNGR. Mais au cours de la campagne, nombre de femmes et d'hommes sans parti ou provenant de diverses familles de la gauche nous ont souvent incités à créer une véritable FORCE POLITIQUE REPUBLICAINE ET SOCIALE, susceptible d'apporter ses valeurs et ses idées dans le rassemblement de la gauche anti-libérale. Cette attente est légitime : nous n'épargnerons pas nos efforts pour y répondre.

Car le socialisme républicain s'inscrit au cœur de notre Histoire. Affirmer ses principes, c'est refonder la gauche sur une base solide : Etat de droit et suffrage universel, laïcité, égalité, politiques économiques et sociales centrées sur la communauté citoyenne, croissance respectueuse de l'environnement poussée par des entreprises dynamiques et des services publics reconstruits et de grande qualité. Il faut aussi répondre à deux vieilles exigences : rendre la démocratie participative, et l'étendre à la sphère du travail, au monde de l'entreprise.

Si, comme nous l'espérons, la gauche revient demain au pouvoir, nous veillerons à la cohérence de son projet, afin que l'alternative soit crédible et mobilisatrice. Nous veillerons aussi à la bonne articulation des chantiers gouvernementaux et du mouvement social. La transformation politique, économique et sociale que requiert notre pays doit être citoyenne.

Militants ou élus locaux d'origines diverses, nous voulons structurer une formation politique respectueuse des différences de chacun, mais efficace et présente sur tous les terrains, ouverte à tous ceux qui veulent construire une alternative républicaine, sociale et laïque. Cette formation de type nouveau, où la réflexion collective et l'échange primeront sur les vaines querelles, reposera sur l'engagement et la responsabilité de tous, sur le débat démocratique, loin des rivalités et ambitions des « écuries présidentielles ». Ni parti « du pouvoir pour le pouvoir », ni « parti de l'agitation », elle aura pour ambition l'exercice des responsabilités par la gauche aux seules fins de transformer en profondeur notre pays, dans l'intérêt de la République, pour le peuple et avec le peuple.

Pour ce faire, nous appelons à des ASSISES NATIONALES DE LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE, qui se tiendront à OTHIS (Nord de la Seine-et-Marne, accès facile par la route, le train et l'avion), samedi 5 novembre de 9 heures à 19 heures, et seront précédées d'assises locales, départementales ou régionales. Des textes préparatoires seront élaborés prochainement, et soumises à la discussion de tous ceux qui se reconnaissent dans notre combat. Un groupe de réflexion animé par Nicolas Pomies prépare un Manifeste, un autre groupe réfléchit aux formes organisationnelles que prendra la nouvelle formation, sous la responsabilité d'un jeune militant de la CNGR, Nicolas Gavrilenko.

LE SOCIALISME REPUBLICAIN CONSTRUIT SA MAISON. REJOIGNEZ LA !

PIERRE CARASSUS INTERVIENT AU COLLOQUE DE « AUJOURD'HUI LA REPUBLIQUE »

Le club Aujourd'hui la République, formé à l'initiative d'Emile Zuccarelli, député-maire radical de Bastia, a organisé une rencontre publique le 28 juin à l'Assemblée Nationale autour de la question : « Quelles suites au vote du 29 mai ? » Ont participé à ce colloque, entre autres personnalités, Jean-Luc Laurent (MRC), François Loncle (PRG) Henri Emmanuelli, Marc Dolez et Jean-Luc Mélenchon (trois socialistes pour le Non), ainsi que notre camarade Pierre Carassus, qui a retranscrit pour Combat Républicain les principaux points de son intervention.

La campagne référendaire a pris fin, mais la campagne d'intimidation et de mensonges contre le Non de gauche continue ! La dernière trouvaille de certains de nos adversaires se veut une critique de gauche: le rejet du traité constitutionnel par la France et la Hollande aurait apporté des hectolitres d'eau au moulin de Tony Blair. Ce rejet favoriserait l'offensive libérale que le Premier ministre britannique entend mener en Europe durant ses six mois de présidence de l'Union.

Soyons sérieux : le « blairisme » est dans la place depuis belle lurette, avec les directives Bolkestein et sur le temps de travail, ainsi qu'avec toutes les décisions de déréglementation et de privatisation prises par la commission de Bruxelles.

Et revenons à cette vérité essentielle : n'en déplaise à nos adversaires, la victoire du 29 mai est d'abord une victoire de la République contre le libéralisme, même si tous ceux qui ont porté le non de gauche n'en font pas cette lecture. Elle crée les conditions favorables à un changement de cap dans notre pays et en Europe. Elle porte aussi une exigence de clarté pour toute négociation à venir avec nos partenaires, de même qu'elle censure le déni de démocratie permanent qui caractérise les pratiques de la commission de Bruxelles et des gouvernements européens.

Quelle Europe voulons-nous ? Il est désormais inévitable que cette question se pose sur tout le continent. Les réponses apportées par la mouvance du Non de gauche doivent rester au cœur du débat. L'attente est forte, dans notre pays, bien sûr, mais aussi chez un grand nombre de citoyens européens. Il est possible, mais surtout il est souhaitable, que nous continuions à nous rassembler autour de propositions économiques et sociales immédiates visant à relancer la croissance et l'emploi. Car sans vigueur économique, sans travail ni droits sociaux pour tous, il n'y a pas de construction européenne qui vaille.

La République : un projet moderne

Pour la gauche, le 29 mai ferme la parenthèse ouverte en 1983, cette fameuse parenthèse qui a tellement tardé à se refermer que l'on a pu craindre le social-libéralisme tout puissant dans notre camp. Même si ce que l'on est obligé d'appeler « l'accompagnement social » de la mondialisation du capital ne se confond pas avec la régression totale que la droite veut imposer, force est de constater que dans les années 80 et 90, alors que gauche et droite ont alterné au pouvoir en France, les gains de productivité ont profité aux détenteurs d'actions, alors que la part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué de 10 points.

Et pourtant, ces gains de productivité auraient pu constituer la base de financement de la sécurité sociale et de notre régime de retraite ! Cette richesse sociale aurait pu et dû servir, pardonnez-moi d'énoncer là une évidence, à la société toute entière, et non pas à celles du CAC 40, qui se sont vu, en plus, avantager par les réductions d'impôts.

Bien sûr, les beaux esprits qui font l'opinion, en ayant d'ailleurs des difficultés croissantes à l'orienter, trouveront ringards de tels propos auxquels ils opposeront LA modernité, ou plus exactement leur conception de ce qui est moderne et de ce qui ne l'est pas. Arbitres des élégances intellectuelles, ils n'accordent leurs préférences qu'aux valeurs portées par la finance multinationale : déréglementation, flexibilité, privatisation, austérité budgétaire, diminution de la taille de l'Etat,... bref, on connaît la chanson, interprétée par le FMI, la Banque mondiale, la Banque centrale européenne et autres ténors du grand orchestre libéral.

Moderne, le libéralisme, cette doctrine vieille de plus de deux siècles ? Modernes le chômage, l'inégalité, la régression sociale ? Allons donc ! Il n'est qu'une seule modernité, celle qui consiste à transformer le monde au bénéfice de l'humanité, à mettre les sciences et les techniques au service du développement humain. Cette modernité est incarnée dans notre pays par le projet républicain, obligé par l'Histoire à cent fois sur le métier remettre son ouvrage.

La République a façonné dans notre pays des solidarités sociales, des services et des politiques publics qui nous ont permis de mieux résister qu'ailleurs à l'offensive néo-libérale. Certes, partout dans le monde, le capital sans frontières joue un rôle décisionnel au détriment des Etats. Mais ceux-ci existent toujours, ils ne sont pas dépassés même s'ils se sont effacés.

Cela est d'autant plus vrai en France qu'il s'agit d'un Etat républicain. Nous disposons d'un levier, d'un outil que certains voudraient mettre à l'encan mais qui pourrait, si le peuple le veut, être le vecteur d'un projet politique alternatif.

Nous le savons, l'époque se caractérise par la force et l'intégration des marchés financiers qui déterminent le cours de l'économie réelle. Mais la puissance publique peut contrecarrer leur influence, agir dans l'intérêt général, à condition qu'elle s'en donne les moyens et bien sûr l'ambition. Ces moyens, nous les connaissons : réformes fiscales, lutte contre la spéculation et la délinquance financières, contrôle de la gestion des grandes entreprises, reconstruction et modernisation des services publics, politique industrielle et d'innovation scientifique et technique, soutien à la consommation des ménages, droits nouveaux pour les salariés, pour ne citer que les principaux.

Reconnaissons-le sans détour : les citoyens attendent des transformations sociales plus que des réformes de société, qui ne coûtent rien ou peu, mais ne compensent pas la perte de pouvoir d'achat et d'acquis qu'ils ont depuis des années. Il en va ainsi, par exemple, des 35 heures, qui ne deviendront une véritable réforme sociale que lorsque les travailleurs auront retrouvé un niveau de rémunération décent.

Notre projet doit aussi annoncer une nouvelle façon de gouverner, notamment la volonté de conjuguer l'action gouvernementale et l'action citoyenne. L'Etat républicain ne peut s'accommoder d'une démocratie de « marché », d'un peuple spectateur qui se contenterait de zapper ses dirigeants tous les cinq ans. Le débat, la permanente confrontation des idées doit éclairer l'action des pouvoirs publics.

Pour gagner en 2007, l'unité de la gauche rassemblée sur un projet alternatif est indispensable. Cette gauche, nous savons qu'elle est pluraliste plutôt que plurielle, et qu'elle n'est jamais aussi solidement unie que lorsque chacune de ses composantes trouve à exprimer son identité.

A nous donc de savoir faire vivre l'espoir !

Pierre Carassus
Vice-Président délégué général de la CNGR, le 28 juin 2005

A SAVOIR

LES DEPENSES MILITAIRES MONDIALES ont atteint 1 035 milliards de dollars en 2004, soit 8 % de plus qu'en 2003. Ce chiffre est révélé par le rapport annuel de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri), publié le 7 juin. On y apprend aussi que 47% de ce total reviennent aux Etats-Unis, engagés en Irak et en Afghanistan, deux conflits particulièrement coûteux en hommes comme en matériel.

SARKOZY FLASHES PERBEN.

La solidarité gouvernementale ? Une vieille lune pour Sarkozy qui joue ouvertement sa partition solo au sein de l'équipe Villepin. Après l'épisode du « nettoyage au karcher » promis à La Courneuve, c'est au tour de Dominique Perben, ministre des transports, de se retrouver dans le collimateur de son collègue de l'Intérieur. Perben avait affirmé que l'installation de radars routiers automatiques ne serait pas prolongée au-delà de 2005 ; Sarkozy a annoncé tout le contraire le 28 juin à l'Assemblée Nationale.